

Bruxelles, le 28.3.2023
C(2023) 2289 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 28.3.2023

**relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur du Burkina Faso pour
2023-2025, Partie 1**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 28.3.2023

relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur du Burkina Faso pour 2023-2025, Partie 1

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23(2),

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du plan d'action pluriannuel en faveur du Burkina Faso pour 2023-2025, Partie 1, il est nécessaire d'adopter une décision pluriannuelle de financement, qui constitue le programme de travail pluriannuel pour 2023-2025. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 ('le règlement financier') établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE³.
- (3) Les actions contribuent à la prise en compte du climat et de la biodiversité, conformément au pacte vert pour l'Europe et l'accord interinstitutionnel.
- (4) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2021-2027⁴, qui établit les priorités suivantes : Paix – Cohésion Sociale - Bonne Gouvernance et Développement local; Développement humain inclusif; Économie verte et résiliente.
- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action pluriannuel à financer au titre du règlement (UE) 2021/947 programme géographique « Afrique subsaharienne »

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel en faveur du Burkina Faso, C(2021) 9396 final du 15/12/2021.

consistent à apporter un soutien direct aux populations les plus vulnérables - avec une approche multisectorielle dans la logique de l'approche territoriale intégrée ainsi que de soutenir le processus de transition démocratique et la tenue des élections prévues en 2024 et de développer une stratégie de diplomatie publique.

- (6) L'action intitulée « Résilience économique et système agro-alimentaire dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (*triangle OKDB*) » vise à promouvoir la résilience économique de la population par le développement durable de l'économie verte et à renforcer la résilience des populations affectées par la crise sécuritaire du Burkina Faso. Cela se fera en renforçant la performance et la durabilité des systèmes agro-alimentaires ainsi que l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes; et en améliorant la gestion durable des écosystèmes naturels.
- (7) L'action intitulée « Programme d'appui au développement humain et aux services sociaux de base dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (*triangle OKDB*) » vise à renforcer et améliorer l'accès aux services sociaux de base en renforçant la résilience des populations affectées par la crise sécuritaire du Burkina Faso, devenues encore plus vulnérables en conséquence du conflit armé et de la crise multidimensionnelle à laquelle fait face le pays. Cela se fera en essayant de freiner la radicalisation et l'extrémisme violent dans les territoires concernés et auprès des populations les plus vulnérables, ainsi que en renforçant l'accès à la protection sociale et aux services sociaux de base (santé, éducation et eau –assainissement) pour les populations les plus affectées par la crise.
- (8) L'action intitulée « Facilité de coopération technique & Diplomatie publique - Burkina Faso (FCTDP-BF) » est une mesure pluriannuelle qui vise à renforcer l'efficacité de l'aide européenne, prenant en compte les actions de la Team Europe ; améliorer l'impact et la visibilité de la présence de l'Union européenne au Burkina Faso ; et soutenir le positionnement de l'Union européenne comme un partenaire stratégique du Burkina Faso. Cette action a aussi pour ambition de mettre en place des mécanismes de réponses rapides et factuelles pour contrecarrer les campagnes de manipulation de l'information et de la désinformation agressives ayant pour but de décrédibiliser l'action de l'Union européenne dans le pays.
- (9) L'action intitulée « Soutien au processus électoral au Burkina Faso » a pour objectif global d'accompagner le processus de transition démocratique agréée avec la communauté internationale. L'intervention visera au renforcement des capacités institutionnelles en matière électorale et à un meilleur ancrage de la culture démocratique (citoyens et parties prenantes) contribuant à des processus électoraux plus transparents, légitimes et participatifs, et au retour à l'ordre constitutionnel démocratique au Burkina Faso.
- (10) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (11) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de l'action.
- (12) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.

À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

- (13) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (14) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (15) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE :

Article premier
Le plan d'action

La décision pluriannuelle de financement, qui constitue le plan d'action pour la mise en œuvre du plan d'action pluriannuel en faveur du Burkina Faso pour 2023-2025, Partie 1, présentée dans les annexes est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes :

- (a) « Résilience économique et système agro-alimentaire dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (*triangle OKDB*) », présentée dans l'annexe 1 ;
- (b) « Programme d'appui au développement humain et aux services sociaux de base dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (*triangle OKDB*) », présentée dans l'annexe 2;
- (c) « Facilité de coopération technique & Diplomatie publique - Burkina Faso (FCTDP-BF) », présentée dans l'annexe 3 ;
- (d) « Soutien au processus électoral au Burkina Faso », présentée dans l'annexe 4.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action 2023-2025 est fixé à 153 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union :

- (a) Ligne budgétaire BGUE-B2023-14.020120-C1-INTPA : 150 000 000 EUR ;
- (b) Ligne budgétaire BGUE-B2024-14.020120-C1-INTPA : 2 000 000 EUR ;
- (c) Ligne budgétaire BGUE-B2025-14.020120-C1-INTPA : 1 000 000 EUR.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

L'exécution de la présente décision est subordonnée à la disponibilité des crédits prévus dans le budget général de l'Union pour 2024 et 2025 tel qu'adopté par l'autorité budgétaire (cela

concerne l'annexe 3 de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan pluriannuel en faveur du Burkina Faso pour 2023-2025).

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 4.4.3 et 4.4.4 des annexes 1, 2 et 4, et 4.4.2 de l'annexe 3.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5

Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées dans les annexes. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes sélectionnés conformément au point 4.4.1. et 4.4.4 des annexes 1, 2 et 4.

Fait à Bruxelles, le 28.3.2023

Par la Commission

Jutta URPILAINEN

Membre de la Commission